



## ÉCONOMIE | CHRONIQUE

PAR STÉPHANE LAUER

## L'Etat se prépare des fins de mois difficiles

**D**épenses assumées, économies hypothétiques. Voilà comment peuvent se résumer les pistes présentées, jeudi 25 avril, par Emmanuel Macron pour sortir de la crise sociale que traverse le pays, après cinq mois de mouvement des « gilets jaunes » et trois mois de grand débat national. Parent pauvre des dix-huit premiers mois du quinquennat, la redistribution des richesses est en train de devenir le pilier central de la politique économique du gouvernement, qui reprochait pourtant à ses prédécesseurs d'en abuser.

Entre les mesures en faveur du pouvoir d'achat annoncées le 10 décembre 2018, la baisse de l'impôt sur le revenu pour les classes moyennes, le retour à l'indexation des retraites sur l'inflation, l'instauration d'un minimum pour les petites pensions, la limitation des effectifs des classes de maternelle et de primaire, sans oublier le manque à gagner de la taxe carbone, qui n'augmentera pas, la facture pour les finances publiques pourrait finalement atteindre les 25 milliards d'euros. Sans doute l'effet « waouh » promis par l'Élysée.

Maintenant, il va s'agir de financer cette explosion budgétaire. L'équation s'annonce d'autant plus compliquée que l'une des rares mesures concrètes de réduction de la dépense publique promise par Macron vient de faire pschitt : l'objectif de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires d'ici à la fin du quinquennat est officiellement abandonné. Il faut

### LA FACTURE DES ANNONCES DE MACRON POURRAIT ATTEINDRE 25 MILLIARDS D'EUROS

Toutefois, la perspective de la baisse de l'impôt sur les sociétés, dont le taux doit être ramené en 2022 à 25 % contre 33 % actuellement, pourrait servir d'argument pour justifier la suppression totale ou partielle du CIR. Quant à la réduction mécénat (900 millions), l'incendie de Notre-Dame risque de couper les envies d'y toucher.

Dernière piste d'économies : se lancer dans un grand ménage au sein des agences de l'Etat. Là encore, il s'agit de faire du neuf avec du vieux. François Fillon, en 2010, avait lui aussi beaucoup misé sur la réduction du train de vie de ces organismes, avant de déchanter. En 2014, Manuel Valls, alors premier ministre sous la présidence Hollande, avait relancé l'idée, sans grand succès.

Pourtant, le potentiel d'économies au sein de ce monde parallèle est loin d'être négligeable. Un rapport de l'inspection générale des finances (IGF) de 2012 recensait plus de 1 200 organismes, employant 440 000 personnes. S'il semble difficile de se passer des services de Pôle emploi, du CNRS ou des universités, le reste tient d'une liste à la Prévert, qui va du

## ESPAGNE : UN VOTE DE MODÉRATION

## ÉDITORIAL III

**V**ictoire des forces modérées, forte mobilisation de l'électorat, poussée de la gauche mais absence de majorité absolue ouvrant la voie à de multiples coalitions : le verdict livré dimanche 28 avril par les Espagnols, appelés à renouveler leur Parlement pour la troisième fois en quatre ans, est celui d'une démocratie dynamique et d'un système de partis politiques en pleine mutation.

Le grand vainqueur du scrutin est Pedro Sanchez, 47 ans, premier ministre sortant et chef du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), qui regagne le terrain perdu depuis onze ans et passe des 85 sièges obtenus en 2016 à 123 dans le futur Congrès, avec 28,7 % des suffrages ; le PSOE progresse également en Catalogne et disposera même de

la majorité absolue au personnel pour le jeu de la droite social qu'il a imposé que le Portugal voisin nouvelle expérience s'insule ibérique, à c passe de revitaliser ur qui décline presque p rope. Plus à gauche, F montée du PSOE et p mais reste une forme le jeu des coalitions p

Le résultat le plus sp tions, cependant, e parti populaire (PP), l sique. Attaqué à la foi droite Vox et par les nos, affaibli par les af subit une débâcle h avec 16,7 % des suffra et plus de la moitié de où il n'aura plus que

La droite espagnol de ce scrutin. Au ce gresse et passe de 32 15,8 % des voix), mais leadership au PP. Qu trême droite réussit où il occupera 24 siè d'avoir dynamité le plus de 10 % des suffr la scène nationale re ment servi la mobili

Le Monde  
présente

actées après deux ans laissaient peu d'espoir d'atteindre la cible dans les temps. Mieux vaut renoncer sous le prétexte de la cohérence de la politique gouvernementale que s'enfermer dans une quête perdue d'avance. « *Quand on doit réinvestir dans la sécurité, dans l'éducation et dans la justice, je ne vais pas donner des injonctions contradictoires au gouvernement* », a reconnu, jeudi, le président de la République. Mais ces injonctions n'étaient-elles pas contradictoires dès le début ?

#### « Travailler davantage »

Pour tenter de boucher les trous, trois pistes ont été évoquées. « *Travailler davantage* », a esquissé Emmanuel Macron, ce qui passe par un allongement de la durée de cotisation pour la retraite. Mais les moyens ainsi dégagés sont déjà censés assurer la pérennité du système d'assurance-vieillesse, voire le financement de la dépendance. Il faudra donc trouver autre chose pour compenser la baisse de l'impôt sur le revenu.

Le président mise aussi sur la suppression de niches fiscales dont bénéficient les entreprises. Mais celles-ci ne sont pas si nombreuses et sont difficilement supprimables. L'exonération d'impôt sur les sociétés pour les HLM, qui représente 1,2 milliard d'euros, n'a pas été retenue par le gouvernement lorsqu'il s'est agi de réformer le logement social. On ne voit pas très bien pourquoi il le ferait à ce stade, alors que la réforme est engagée. Le crédit impôt recherche (CIR), lui, coûte 6 milliards. Le supprimer brutalement entrerait en contradiction frontale avec la volonté du gouvernement d'accroître l'attractivité du territoire.

### DERNIÈRE PISTE D'ÉCONOMIES : UN GRAND MÉNAGE DANS LES AGENCES DE L'ÉTAT

seignement supérieur, « chargé de la conservation de documents imprimés faiblement consultés », à l'Agence de développement de la culture kanak, en passant par le Service culture, éditions, ressources pour l'éducation nationale. Sans doute l'une des nombreuses facettes de « l'art d'être français » auquel le président de la République a fait référence tout au long de sa conférence de presse, mais dont les coûts de fonctionnement restent peu encadrés et les missions parfois obscures sur le plan de l'intérêt général.

A l'époque, l'IGF avait noté que, entre 2007 et 2012, période supposée d'austérité budgétaire, les effectifs de ces agences avaient augmenté de 6 %, quand ceux de l'Etat diminuaient d'autant. Dans le même temps, leurs moyens financiers explosaient de 15 %, soit une progression quatre fois plus rapide que celle des moyens de l'Etat, pour atteindre un montant de 50 milliards d'euros.

Depuis, certains doublons ont été supprimés, mais chassez le naturel, il revient au galop : aussitôt qu'une agence disparaît, une nouvelle est créée dans la foulée. On peut au moins faire une première suggestion au gouvernement : reconsidérer la création de l'agence de reconversion des agents publics, qui devait voir le jour au second semestre 2019. Avec l'abandon de l'objectif de la suppression de 120 000 fonctionnaires, elle vient de perdre une grande partie de sa pertinence.

« *Quel que soit le rythme de la poursuite de ce mouvement de rationalisation, le montant des économies ne dépassera pas quelques centaines de millions d'euros* », estime François Ecalte, président de l'association Finances publiques et économie. Un montant qui n'est en tout cas pas à la hauteur des dépenses annoncées. « *La trajectoire budgétaire devrait encore souffrir* », prévient-il. Une fois de plus, on risque de recourir aux vieilles recettes, qui consistent à creuser la dette et à présenter la note aux générations futures. ■